

Communiste S

Lien d'échanges, de communications, édité par des militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 5



Juillet – Août 2003

ECHEANCES ELECTORALES 2004, QUEL PROJET ? QUELLE STRATEGIE ?

Pour les échéances électorales 2004, l'objectif de notre parti ne doit pas être seulement de battre la droite, c'est la transformation de notre société qui doit nous animer.

Le Conseil National du mois d'octobre élargi devra valider les choix politiques. Mais cela ne peut se faire sans consultation, sans débats des communistes pour dégager des contenus, une stratégie électorale.

Le Parti a décidé d'ouvrir un forum national. Nous savons (malheureusement par expérience) qu'on demandera aux communistes de se prononcer par un vote sur des propositions qui seront en fait des décisions déjà prises.

Ne tournons pas autour du pot : trois stratégies existent :

A) Aller de façon autonome au 1^{er} tour avec notre politique anti libérale pour la transformation de la société non pas en accompagnant le mouvement social mais en étant partie prenante du mouvement avec un contenu, un projet et là ensuite peuvent se construire des alliances. La stratégie d'union sur un contenu de classe fait partie de notre identité. La défense et le développement des services publics, de la sécurité sociale, du droit à 60 ans à une retraite à taux plein, d'une école de la République, de la démocratie, du droit au travail, l'interdiction des licenciements boursiers, voilà des axes d'un projet anticapitaliste, ce n'est pas archaïque.

Le capitalisme est féroce, inhumain. Il faut le combattre résolument.

La lutte de classe n'est pas dépassée !

B) Privilégier l'alliance avec le PS pour sauver quelques sièges. Les congrès des partis communiste et socialiste n'ont pas tiré tous les enseignements de ce qui a échoué dans la période 1997-2002.

Cette gauche plurielle, devenue gôche plus rien, était la béquille du social libéralisme. Il y a de quoi être inquiet d'une telle alliance quand on voit l'attitude du PS dont un tiers des députés était absent lors du vote du projet Fillon sur les retraites. Le représentant du PS à la fête de l'Humanité à Aytré a déclaré sur le financement des retraites : " *Prendre un peu sur le capital et augmenter la CSG qui a le mérite de porter à la fois sur les salariés et les retraités...* ". C'est bien dans la suite logique de Barcelone, où JOSPIN et CHIRAC avaient signé ensemble l'allongement de 5 ans de cotisations.

Si c'est pour recommencer cette expérience, nous n'en voulons pas !

C) S'allier, comme le proposent les "Refondateurs", dans un pôle de radicalité, avec l'extrême gauche qui le refuse (LO) et qui est pour l'instant en butte avec elle-même (LO-LCR).

A moins qu'au final la direction nous propose une stratégie à géométrie variable suivant les types d'élections (cantonales, régionales et européennes) mais n'ayant toujours que pour seul objectif : sauver des élus.

Si le Conseil national d'octobre décidait d'une telle stratégie électorale, jamais le risque n'aurait été aussi grand de voir sombrer notre parti dans une posture marginale d'appoint de la social-démocratie. Ce serait la mort programmée de notre parti.

Le meilleur moyen de sortir de cette situation c'est de laisser s'exprimer librement tous les communistes qui sont souverains, d'écrire une nouvelle page de l'histoire de notre parti en reconstruisant un courant révolutionnaire.

Vous pouvez contacter sur les secteurs suivants : Aytré : Jean Philippe DEBAYLE, Claudine VINET, Jacqueline VAURY, Guy BIDAUX- Mireuil : Nicole MATILLA – Vaugoin, St Maurice : Gisèle VINET – Port-Neuf : Olivier CHEVALIER- La Genette : Raymonde ETIENNE – St Eloi : Marie Ange et Didier SAVINEAU – Périgny : Joël et Réjane PECHEREAU – Laleu – La Pallice : Nathalie SEGUIN, Bruno BONIN, Jean Louis ROLLAND – Nieul sur Mer : Daniel MARTIN – Rochefort : Florence et Francisco GRANADOS, Pierre BACQ.

Face à l'offensive généralisée contre les acquis sociaux et malgré la dérive de certains dirigeants syndicaux, après la riposte massive des enseignants et des autres salariés contre la décentralisation et la réforme des retraites, ce sont maintenant les intermittents du spectacle qui luttent contre des projets qui conduiraient purement et simplement à leur disparition. Ils ont notre entier soutien et doivent avec leurs organisations syndicales gérer comme ils le décident leurs moyens d'action.

Les élus de gauche ou soi-disant de gauche, les partis, personne n'a le droit de leur dicter ce qu'ils ont ou pas à faire concernant leurs méthodes de lutte.

La situation d'aujourd'hui, le profond mécontentement, la répression intense qui s'abat sur les militants, les salariés (à La Rochelle nous ne sommes pas épargnés avec les 2 mis en examen suite aux événements du 5 juin) nécessitent un projet politique clair et offensif donnant de réelles

perspectives. Concrètement ce projet doit tourner le dos aux orientations maastrichiennes, stopper les privatisations et au contraire reconquérir les parts de capitaux et les marchés rentables abandonnés aux requins privés de la finance.

Avec les projets de casse de la Sécu, les mouvements actuels vont évidemment rebondir. Il est donc indispensable de mettre en débat des orientations politiques en rupture avec les expériences passées qui ont ouvert un boulevard aux Chirac-Raffarin-Sarkosy pour sévir aujourd'hui.

Soyons clairs : **Ils ont déclaré la guerre à la France des travailleurs.**

Pour liquider les acquis de deux siècles de luttes, les forces du grand capital s'appêtent à faire une croix sur la nation.

Il n'y a plus une journée à perdre, l'heure est à la mobilisation sur des perspectives politiques claires et révolutionnaires.

COMITE DE DEFENSE DES PERSONNES MISES EN EXAMEN SUITE A LA MANIFESTATION DU 5 JUIN A LA ROCHELLE

Des millions de personnes se sont mobilisées contre les projets gouvernementaux concernant les retraites et la décentralisation.

Le 5 juin, une manifestation a eu lieu à La Rochelle en direction du siège du MEDEF, véritable instigateur de ces projets.

Par un enchaînement de circonstances, le siège du MEDEF a brûlé. Suite à cet incendie, 2 personnes parmi les 1500 manifestants ont été mises en examen.

Pour exprimer leur solidarité envers les manifestants mis en examen et parce qu'elles

refusent la criminalisation du mouvement social, les personnes réunies le jeudi 26 juin ont décidé la création d'un comité de défense ouvert à toute personne morale ou physique.

Ce comité a pour objectifs principaux :

- d'organiser le soutien moral et matériel aux manifestants mis en examen et à leurs proches.
- de veiller au respect de la présomption d'innocence qui est un principe fondamental des droits de l'homme de ce pays.
- de veiller à ce que l'enquête puisse se dérouler en toute sérénité, en dehors de toute pression.

J'adhère au comité de défense en qualité de Nom et prénom : Adresse Tel : e-mail : Profession : Je verse (5 €minimum, 1 €pour les "sans ressources") : (chèque libellé à l'ordre de "Comité de défense 5 juin") Bulletin à remettre à..... ou à renvoyer à l'adresse suivante : Comité de défense, Maison des syndicats, 6 rue Albert 1 ^{er} , 17000 LA ROCHELLE. : e-mail : comitededefense.5juin@caramail.com
--

« *Ce cœur qui haïssait la guerre...* »**Je suis contre la peine de mort.****Pourtant...**

Lorsque la France fut envahie, occupée, martyrisée, seule une lutte à mort contre l'envahisseur pouvait nous permettre de reconquérir notre liberté et notre indépendance.

FTP-MOI dans les rangs du Bataillon Carmagnole à Lyon, j'ai participé à de nombreuses opérations de guérilla urbaine contre l'occupant et ses valets de Vichy. Au cours de ces combats, même si cela me répugnait, il m'a fallu tuer. Pour libérer la France, n'ayant pas assez de forces pour affronter l'armée nazie de face, nous étions contraints de la surprendre au moment où elle s'y attendait le moins. C'est en pleine ville et en plein jour que nous avons abattu des ennemis en leur tirant dans le dos.

A cette époque, toute la presse collaborationniste évoquait les terribles "attentats" commis par d'affreux "terroristes". Nous étions salis, calomniés et exécutés après d'effroyables tortures chaque fois que nous étions pris. Pourtant il fallait le faire et nous l'avons fait.

Mais je n'ai jamais éprouvé la moindre fierté pour avoir accompli ces actes, même si pour cela, je suis aujourd'hui décoré, respecté et honoré. Ce passé reste une tache sombre et douloureuse car tuer n'est pas humain.

Mais c'est peut-être à cause de ce passé qui me tourmente que je comprends mieux que d'autres cette phrase de Robert Desnos : " Un cœur qui hait la guerre appelle parfois à la révolte et à la mort. " En évoquant les luttes et les combats qui ont bouleversé ma vie, je pense aux accusations et aux calomnies qui sont actuellement déversées sur Cuba pour avoir le 11 avril condamné à mort trois terroristes qui avaient détourné un ferry en menaçant d'exécuter les passagers.

Sur ce sujet, une campagne médiatique indigne est menée. Cuba est quotidiennement vilipendée par les dirigeants des grands pays "démocratiques". Indignation sélective, car c'est dans l'indifférence générale que sont confirmées aux Etats Unis des condamnations très lourdes infligées à cinq Cubains accusés de conspiration (1).

Le silence est fait sur le scandale du bagne américain de Guantanamo où des prisonniers sont depuis des mois traités plus mal que des animaux.

Depuis trois ans aucune condamnation à mort n'avait été prononcée à Cuba alors que soixante-douze exécutions ont eu lieu aux USA.

Les pseudo défenseurs des droits de l'homme qui ont manifesté devant l'ambassade de Cuba (2) n'ont jamais appelé personne à manifester devant celle des USA.

Le 10 septembre 2002, dès son arrivée sur le sol Cubain, M. James Cason (3), représentant les intérêts US à Cuba, déclare que son but est " de hâter l'évolution vers un Cuba démocratique et de renverser le régime". Son attitude s'apparente à une déclaration de guerre. Six jours à peine après son arrivée, il offre dans sa résidence un cocktail à dix-sept chefs de groupes connus comme contre révolutionnaires, les incitant à prendre des initiatives tendant à mettre en difficulté le gouvernement cubain. Il offre des ordinateurs, des émetteurs et quelques poignées de dollars (4).

Voici quelques exemples d'exactions commises depuis son arrivée à Cuba :

Le 29 janvier 2003, quatre terroristes armés détournent un bateau vers les USA. Les autorités cubaines réclament leur extradition et le rapatriement du bateau. Les Etasuniens ne répondent pas et libèrent aussitôt les pirates.

Le 6 février, une vedette des garde-frontières est attaquée et détournée vers les USA. Une demande d'extradition des terroristes et du rapatriement du bateau reste cette fois encore sans réponse.

Le 19 mars, détournement d'un avion de passagers. A l'arrivée, ceux-ci sont malmenés par les autorité US, les terroristes libérés et l'avion mis sous séquestre n'est pas rendu à son propriétaire.

Le 31 mars, nouveau détournement d'avion avec 46 passagers à son bord. Ils sont traités brutalement. L'équipage est placé en garde à vue, l'avion mis sous séquestre et les terroristes sont traités comme des héros.

Le 2 avril, une vedette de la marine chargée d'une cinquantaine de passagers parmi lesquels deux françaises est à nouveau détournée. Tombée

en panne de carburant dans sa fuite vers Miami elle est rattrapée par la marine cubaine. Les terroristes extrêmement agressifs refusent de se laisser arrêter et menacent de trancher la gorge des passagers. Ce n'est que quarante heures après le début des détournements qu'ils sont enfin maîtrisés.

Le 10 avril, cinq individus agressent un soldat, lui prennent son fusil et se rendent à l'aéroport. Là, ils essaient de s'emparer d'un avion. Leur tentative échoue et ils sont arrêtés.

Tous les auteurs de ces détournements sont des repris de justice déjà condamnés à de multiples reprises.

Voilà qui devrait permettre de comprendre l'exaspération des Cubains trop, c'est trop !

L'appui public que leur apporte M. Cason, les déclarations belliqueuses des dirigeants des USA proclamant publiquement qu'après l'Irak, ce

sera le tour de Cuba, démontrent que mettre ces criminels en prison ne suffit plus car ils ont la certitude que dans très peu de temps, l'année américaine viendra les libérer, qu'ils sortiront de prison honorés en défenseurs de la liberté et de la démocratie. Le seul moyen légal restait la peine capitale. Après l'exécution des trois terroristes qui avaient attaqué la vedette, les attentats ont cessé.

" Un cœur qui hait la guerre appelle à la révolte et à la mort" C'est pourquoi, malgré ma haine de la mort, je comprends que dans les cas extrêmes on soit condamné à la donner.

C'est la raison pour laquelle je ne condamnerai pas Cuba.

Léon Landini

(Article paru dans "Solidarité de Classe" n° 42).

Notes de la rédaction de CommunisteS à partir du Monde Diplomatique de Juin 2003 *.

1) *Un procès dans la lignée de celui des Rosenberg.*

2) *Robert Menard, président de "Reporters Sans Frontière", faisait partie des manifestants. Il faut savoir que l'ONU vient de décider de suspendre les relations avec cette Organisation "Non" Gouvernementale.*

3) *James Cason a été nommé par Otto Reich. Ce dernier a été nommé par Bush comme*

secrétaire d'état aux affaires latino-américaines contre ravis du Sénat et a été mêlé à l'affaire Iran - Contra et à la guerre sale contre le Nicaragua.

4) *Une opération qui a jeté dans le désarroi trois opposants sincères qui ont refusé cet argent sale. Ces derniers n'ont pas été inquiétés par les autorités cubaines.*

**Malheureusement, nous n'avons trouvé aucune information dans l'Huma. En effet à part ouvrir ses pages à R. Menard et consorts, condamner Cuba, tronquer les lettres des lecteurs, les censurer comme cela vient d'arriver à notre camarade Pierre Dupuy, notre journal a failli à sa tradition progressiste et révolutionnaire.*

QUI A SAUVE LA SOLDATE JESSICA LYNCH ?

On se souvient que, début avril 2003, les médias diffusèrent l'histoire de Jessica qui faisait partie des dix soldats étasuniens capturés par les forces irakiennes.

La version donnée par le Pentagone n'était qu'une adaptation hollywoodienne.

En effet, les blessures de Jessica n'étaient pas dues à des tirs d'armes à feu mais simplement provoquées par l'accident du camion qui la transportait. De plus, des médecins Irakiens l'ont recueillie et lui ont sauvé la vie en lui donnant du sang. Ils ont informé les militaires étasuniens que l'armée irakienne s'était retirée et que Jessica les attendait.

Des commandos spéciaux équipés d'armes sophistiquées intervinrent alors en tirant des balles à blanc. Ils n'avaient pas oublié de faire filmer "l'attaque" par un assistant de cinéma muni d'une caméra à vision nocturne. Le Pentagone n'eut plus alors qu'à faire le montage des images pour les diffuser dans le monde entier.

L'Histoire de Jessica peut donc prendre sa place dans le musée des manipulations à côté de Timishoara , de l'invention des armes irakiennes de destruction massive, de l'incendie du Reichstag...

Un courant révolutionnaire à reconstruire

Appel aux communistes de France (*) [Extraits]

Le mouvement populaire s'exprime de plus en plus fort, large et déterminé.

Qu'il s'agisse de la paix dans le monde, de la lutte contre les idées d'extrême droite, des retraites par répartition, de l'école, c'est à chaque fois le capitalisme qui est mis en cause à travers la condamnation des politiques du gouvernement Chirac-Raffarin et des orientations antisociales du patronat.

La légitimité et la crédibilité du capitalisme mises en cause

La mondialisation impérialiste fait flamber les inégalités et les guerres, développe des sociétés cadennassées sur un océan de misère et de pauvreté, des sociétés sécuritaires qui imposent l'austérité à l'immense masse des peuples. Les pays capitalistes s'alignent sur les États-Unis.

Maastricht, Amsterdam, le pacte de stabilité, le traité de Nice, Barcelone sont autant de pierres noires sur la route des abandons sociaux et nationaux, démocratiques. Dans le même temps, une caste étroite étale sa richesse et son opulence toute honte bue.

Plus que jamais, la question du socialisme, du communisme sont à l'ordre du jour des combats pour l'émancipation humaine. Les bouleversements que connaît la société française, bien loin d'invalider la lutte des classes, l'élargissent, la généralisent.

Dans ce contexte, le Parti socialiste affiche un réformisme de gauche pour renforcer son hégémonie, n'inscrit ses orientations dans le fil des évolutions du capitalisme et confirme sa volonté de reprendre sa gestion sociale libérale s'il revenait au pouvoir (comme le montre son positionnement vis-à-vis de la réforme des retraites).

L'équipe dirigeante du PCF reste atone. Elle abandonne l'identité révolutionnaire et poursuit son alignement sur la politique du PS. Elle n'entend pas l'appel de dizaines de milliers de communistes qui se sont exprimés en février 2003 sur des textes alternatifs ou qui ont traduit en abstention leur mécontentement. Elle ignore ces dizaines de milliers de communistes qui condamnent la dérive réformiste, qui restent attachés à leurs idéaux et militent pour leur réalisation. Très largement majoritaires, ces communistes, adhérents ou non, sont disponibles pour reconquérir le PCF.

Pour la reconstruction d'un parti révolutionnaire

Notre combat pour la reconstruction d'un parti révolutionnaire organisé s'inscrit dans la perspective d'ouvrir un débouché politique aux luttes et de tracer une voie socialiste. Nous plaçons au cœur de notre projet la prise des pouvoirs, notamment le pouvoir économique et financier, à tous les niveaux où ils s'exercent : quartiers, cités, collectivités, entreprises. Nous

nous prononçons pour l'appropriation collective des grands moyens de production, de communication et d'information. Nous voulons révolutionner les institutions, en finir avec la Constitution de 1958, la Ve République et faire émerger une nouvelle démocratie autogestionnaire.

Agir de façon révolutionnaire, c'est refuser toute fatalité, c'est combattre radicalement les pédagogies du renoncement au changement de société et faire en sorte que le PCF retrouve son autonomie, son indépendance et sa notoriété.

Nous pouvons prendre appui sur le rejet majoritaire de la ligne de capitulation dont a accouché le congrès de 2003, en particulier sur les militants qui veulent affirmer leur attachement aux choix fondamentaux de 1920.

Pour que vive un parti de classe en phase avec la radicalité sociale, nous engageons un combat national en créant au sein du parti une structure officielle et publique, ouverte aux communistes adhérents ou non, capable d'exprimer des positions politiques et d'agir, de rassembler, de renforcer le parti dans les milieux populaires, parmi les travailleurs, au sein de la jeunesse exploitée, humiliée; bafouée.

Bannir les jeux politiques

Dans le bocal institutionnel, on s'agit déjà pour 2007 ! Les politiciens du sérail ne pensent qu'à ça, conditionnés et pervertis par la tournure plébiscitaire de l'élection du président de la République. Nous disons non, franchement non à une alternance façon 1981, 1988 ou 1997, autour d'un Parti socialiste singeant l'ITJMP et d'une nouvelle moulture de la gauche plurielle. Non à une participation gouvernementale pour gérer les affaires du capitalisme !

En redemandant aujourd'hui, en se prononçant notamment pour la constitution de listes communes avec le PS pour les régionales et les européennes de 2004, ou avec l'extrême gauche, ce serait la fin du PCF comme force politique, une démission devant la droite et le MEDEF ! Pour quelles raisons ferions-nous ce cadeau à tous ceux qui veulent notre mort. Le PCF peut exister en toute indépendance, sans intégrer un pôle de radicalité ou se dissoudre dans la social-démocratie.

Le séisme du 21 avril 2002 n'est pas né de rien. n s'est formé dès les premiers Abandons de juillet 1997, que le PCF a avalisé, pour sa part, lors de son 30e Congrès à Martigues, en proclamant que sa participation à un gouvernement pratiquant une politique de collaboration de classe était une question stratégique et en faisant passer cette soumission avant sa vocation révolutionnaire.

Après la sévère défaite aux municipales, la marginalisation aux européennes et le cataclysme du 21 avril, on apprécie hautement les vertus de cette stratégie !

Des millions de Français ont exprimé dans les urnes ou par l'abstention leur dégoût pour ces combines, mais aussi, de façon contradictoire et chaotique, leurs espoirs en un monde meilleur. C'est cela que nous voulons faire germer.

Réhabiliter le militantisme, donner la primauté aux militants, c'est la raison d'être de l'engagement communiste. L'urgence pour le PCF c'est de retrouver ses couleurs, son esprit rebelle et tribunitien pour regagner la confiance des milieux populaires et intellectuels.

Des initiatives nationales

Nous décidons de nous engager résolument pour :

- une réforme progressiste et démocratique de la Sécurité sociale ;
- une vraie réforme de contenu progressiste pour l'éducation nationale ;
- des propositions pour donner des moyens et des pouvoirs nouveaux aux salariés afin de s'opposer aux licenciements boursiers et aux délocalisations ;
- la présentation de listes ou de candidats autonomes du PCF partout, pour toutes les élections, au premier tour. Cette exigence est particulièrement importante pour les cantonales, les régionales et les européennes de 2004;
- une consultation nationale des communistes sur ces questions ;
- dire non à la constitution européenne et exiger l'organisation d'un référendum ;
- être partie prenante d'initiatives unitaires pour la Palestine, l'Irak, défendre Cuba ;
- participer aux combats des communistes, des révolutionnaires, des progressistes du monde, qui ouvrent vers un nouvel internationalisme ;
- l'approfondissement de nos analyses de classe intégrant les évolutions du mode de production capitaliste et de la mondialisation impérialiste ;
- la relance du travail théorique, philosophique et de la réflexion stratégique ;
- une contribution à une histoire objective du XXe siècle, du capitalisme, du fascisme, du colonialisme, du stalinisme ;
- la réhabilitation du socialisme et du communisme ;
- à partir des réalités nationales et internationales, élaborer un vrai projet communiste.

(*) *André Gerin, député du Rhône ; Maxime Gremetz, député de la Somme ; Yves Coquette, sénateur du Pas-de-Calais ; Jean-Claude Danglot, secrétaire de la fédération du PCF du Pas-de-Calais ; Henri Martin, ancien membre du Comité central du PCF ; Marie-Christine Burricand, ancienne membre du Comité national du PCF ; Freddy Huck, syndicaliste ; Floriane Benoît, journaliste ; Jean-Pierre Meyer, responsable du PCF du Var. (L'Humanité du 16 juillet 03)*

La Direction dit NON aux fondamentaux Mais OUI à la fondation

Dans le rapport de Roland Jacquet, trésorier national du Parti, on peut lire :

"Certains partis ont créé leur fondation depuis fort longtemps. Les gouvernements qui se succèdent souhaitent favoriser leur généralisation, l'UMP vient d'indiquer qu'il créait la sienne ..." (Huma du 2/07/03).

Voilà des arguments révolutionnaires pour que le Parti crée sa fondation !

Les débats dans le parti ne suffisent donc plus pour comprendre le monde et le transformer.

Il faut des spécialistes et des spécialistes cela coûte cher !

Le Parti devra verser 300 000 € au moment de la création et 450 000 € l'année suivante. Il paraît qu'il y aura un retour d'investissement.

En tout cas, pour satisfaire la mégalomanie de certains, les militants devront cracher au bassin.

CREATION DES AMIS DU MANIFESTE COMMUNISTES 17

Depuis le 21 avril 2002, nous avons voulu qu'un débat sérieux ait lieu et qu'enfin soit pris en compte l'avis des militants de base.



La fédération a tout fait pour que les diverses sensibilités ne puissent s'exprimer (accès au matériel de reproduction, participation à la fête fédérale), ni participer aux différentes instances

(contrôle financier, conseil départemental, délégation au congrès).

C'est pourquoi notre Collectif PCF 17 a décidé la création d'une association 'Les Amis du Manifeste Communistes 17', ouverte aux communistes, adhérents ou non, pour être en capacité de diffuser des positions politiques révolutionnaires, ce que la direction du PCF refuse actuellement de faire.

Vous pouvez y adhérer en versant votre participation à l'ordre de "AMC 17".

Diversité à La Courneuve, Uniformité à Aytré !

A la fête de l'Huma, à la Courneuve, toutes les sensibilités communistes sont présentes (Gauche Corn., Rouges Vifs, FNARC, Alternatifs,...).

Notre collectif PCF 17 avait demandé à la direction de fête de l'Humanité l'autorisation de tenir un stand à Aytré les 28 et 29 juin. Nous avons reçu un NON catégorique.

RENDEZ VOUS A LA FETE !